



ENSEMBLE, FAISONS DÉRAILLER LA POLITIQUE DE CE GOUVERNEMENT

NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 8 MARS 2018

Après un recours aux « ordonnances » pour casser le Code du travail, Édouard Philippe a annoncé qu'il allait recourir à la même méthode pour faire passer sa « réforme » de la SNCF. L'objectif est clair: achever la destruction du « service public » du transport ferroviaire, ce qui dégradera encore un peu plus les conditions de travail et de vie des salariés du rail et le service rendu aux usagers.

Le premier ministre nous a vanté les effets bénéfiques de l'ouverture à la concurrence, « *chez nos voisins* ». Mais au Royaume-Uni, 20 ans après la privatisation de British Rail, le prix des billets a explosé et les Britanniques déboursent chaque mois six fois plus que les Français, simplement pour se rendre sur leur lieu de travail. Voilà l'avenir ! Et pour le justifier, tous les bobards sont permis.

ATTAQUER LES UNS POUR MIEUX ÉCRASER TOUT LE MONDE

Pour opposer les travailleurs les uns aux autres, Macron a déclaré, au salon de l'agriculture : « *Je ne peux pas avoir d'un côté des agriculteurs qui n'ont pas de retraite et de l'autre, un statut cheminot et ne pas le changer* ».

Pourtant, le seul « avantage » de ce fameux statut, c'est la sécurité de l'emploi, du moins la garantie de ne pas se faire virer du jour au lendemain. Une sécurité relative en échange de laquelle tout le reste est raboté, à commencer par les salaires: les cheminots commencent souvent sous le SMIC. Le régime de retraite, quant à lui, autorise à partir cinq ans plus tôt... mais avec la même durée de cotisation et la même décote que dans le privé: 43 ans, sinon c'est le minimum vieillesse !

Alors, pourquoi, au nom de « l'égalité » et de la lutte contre de soi-disant « privilèges », les cheminots devraient-ils s'aligner sur la « précarité » du privé ? Les quelques acquis dont ils bénéficient, les travailleurs du rail les ont gagnés par la lutte. Ce qu'il faut imposer, c'est justement l'égalisation par le haut, et pas l'égalisation par le bas.

NON, LA SNCF NE COÛTE PAS TROP CHER

Le statut des cheminots n'est responsable, ni des prix des billets, ni des pannes, ni des retards. Comme la santé ou l'éducation, la SNCF doit rester un service public. Et la mission d'un service public, ce n'est pas de dégager du « cash » ; c'est d'offrir à la population des moyens de transports pratiques, confortables et peu chers.

Bien sûr, il y a la dette de la SNCF : 50 milliards. Mais c'est à peine ce qui échappe à l'impôt, chaque année, avec l'évasion fiscale. Et cette dette, ce sont d'abord les investissements dans les infrastructures, coûteuses parce que les sous-traitants privés accumulent les dépassements, systématiquement payés par la SNCF. Ensuite le renouvellement du réseau. Et là, les frais ont augmenté parce que rien n'a été fait pendant 30 ans, période où la SNCF a supprimé 100 000 postes de cheminots.

Mais tout cela ne l'empêche pas de faire des bénéfices. En 2017, elle a multiplié son bénéfice par 2,3 et réalisé 1,3 milliard de profit.

NON, LES CHEMINOTS NE SONT PAS ISOLÉS !

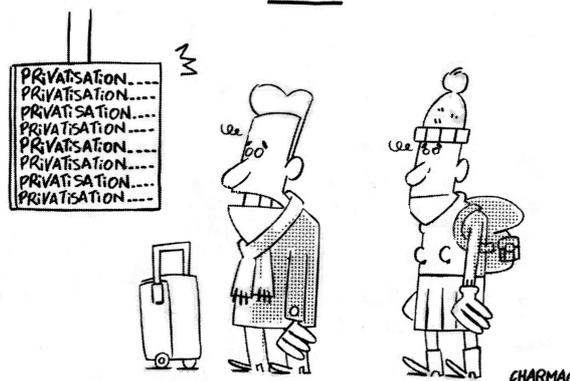
Il n'y a pas que les cheminots à être en colère contre la dégradation de leur salaire et de leurs conditions de travail. Il y a toute la fonction publique, dont hospitalière. Il y a le monde de l'éducation, dont une bonne partie de sa jeunesse. Mais aussi tous ceux et celles qui sont frappés dans le secteur privé.

Et si Macron et Philippe ont décidé de passer en force, c'est qu'ils craignent qu'un climat de contestation durable ne s'installe à la SNCF, qui pourrait favoriser la construction d'un mouvement d'ensemble contre leur politique, avec la perspective d'un blocage du pays.

Car cinquante ans après Mai 68, il est évident que seul un mouvement de grève générale reconductible sera en mesure de les faire reculer !

Le 22 mars, les cheminots, la fonction publique et les jeunes sont appelés à la grève et à manifester. Ce devra être un premier rendez-vous pour tous.

LA SNCF AMÉLIORE SA COMMUNICATION



FORD BORDEAUX : DES MILLIERS D'EMPLOIS EN DANGER

Ford veut liquider son site de Blanquefort, sa seule usine en Europe, où sont fabriquées des boîtes de vitesses automatiques. Ford a empoché 46 millions d'argent public entre 2013 et 2018, et annonce pour 2017 un profit mondial de 8 milliards de dollars.

Mettre dans la misère les 1 000 salariés de Ford, détruire les 4 ou 5 000 emplois qui en dépendent, c'est la logique capitaliste de recherche du profit. Favorisée par le gouvernement Macron qui donne chaque jour gages et moyens juridiques pour appliquer cette sale besogne !

Seule la mobilisation des salariés et de la population a, depuis 2010, imposé à Ford de maintenir une activité dans l'usine. C'est le seul chemin pour gagner ! En s'y mettant ensemble dans les autres usines automobiles, cheminots, agents des services publics, celles et ceux qui sont confrontés aux mêmes politiques de régression sociale. C'est ce que ce que défend le NPA avec son porte-parole Philippe Poutou, ouvrier dans cette usine de Ford Blanquefort.

SALARIÉS PSA vs MINISTRE : 1 - 0

Vendredi 23 février, le ministre de l'économie - Bruno Le Maire - a visité l'usine de PSA de Mulhouse, avec le PDG du groupe, Carlos Tavares. Interpelé par des salariés et syndicalistes CGT, il a eu à répondre à la colère des ouvriers : les suppressions d'emplois, les salaires dérisoires, l'usage démesuré de l'intérim... alors que le groupe engrange des milliards d'euros de bénéfices !

« *Vous êtes l'avocat de Carlos Tavares, le copain des patrons* » ont-ils lancé au ministre balbutiant, tandis que le PDG avait, lui, curieusement disparu ! Le ministre apparaît sur la vidéo (à regarder absolument !) pour ce qu'il est : le serviteur des grands groupes, auxquels le gouvernement ne cesse de faire des cadeaux, que ce soit sous forme de chèques ou de lois contre les travailleurs. Les PDG font de la politique. A nous de défendre nos intérêts !

A voir sur YouTube avec les mots-clé :

« *Lemaire Tavares ouvrier PSA Mulhouse* »

SYRIE : ASSAD BOMBARDE ET MASSACRE LE MONDE ENTIER RESTE PARALYSÉ

Résolution de l'ONU ou pas, Assad continue de massacrer les populations de l'est de Damas. Depuis les énormes manifestations de 2011 qui ont défié son régime - niant le caractère social et démocratique de la contestation - il prétend défendre le pays contre le terrorisme. Depuis 7 ans, c'est pourtant bien les populations civiles qui sont les principales victimes du carnage, et de la stratégie des grandes puissances. En fixant, après 2013, la lutte contre Daech comme priorité, la coalition internationale emmenée par les USA a de fait laissé le champ libre à Assad. Lequel n'aurait pas pu regagner du terrain sans l'appui déterminant de la Russie et de l'Iran, la Turquie et les

monarchies du golfe jouant par ailleurs leur propre jeu.

Démasquer ces stratégies fait partie de la solidarité que nous devons à ceux et celles qui en Syrie, continuent de se battre pour la justice sociale, la liberté et la démocratie – y compris contre des groupes fondamentalistes largement autant opposés à ces principes qu'au régime de Assad.

SEXISME: NI AU TRAVAIL, NI AILLEURS ET PAS SEULEMENT... POUR LE 8 MARS !

80 % des femmes subissent des comportements sexistes au travail, 25 % des agressions sexuelles et 10 viols par jour s'y déroulent. Un climat sexiste entretient la division entre hommes et femmes et prend le pas sur la division entre travailleurs/euses et patrons. D'autant que les femmes occupent des métiers plus précaires, dans des secteurs sous pression, que leurs supérieurs sont généralement des hommes ... Et qu'elles gagnent moins que les hommes (19% d'écart en moyenne selon l'INSEE).

La loi évolue très lentement, les procédures en justice sont difficiles et la majorité des femmes victimes de violences perdent leur emploi, soit par licenciement, soit par démission. Pour lutter contre les violences et le sexisme, la solution ne peut être que collective, à commencer par une solidarité des femmes entre elles. C'est une bataille de tous les lieux et de tous les instants. A réaffirmer aussi ce 8 mars, à l'occasion de la « *Journée internationale de lutte pour les droits des femmes* ».

LOGEMENTS INDIGNES : À ELBEUF, LA COLÈRE GRONDE

Chaque hiver, au moment des grands froids, les autorités nous font leur pub sur les milliers de places ouvertes d'urgence pour accueillir les « sans abri ». Comme si les « sans abri » n'avaient besoin d'un toit qu'en cas de grand froid. Comme si il n'y avait pas parmi eux de nombreux travailleurs pauvres qui n'ont même pas les moyens de payer un loyer. Comme si il n'y avait pas assez de logements vacants pour offrir toute l'année un toit à tous et à toutes.

L'absence de logement est une atteinte à la dignité humaine. Mais l'atteinte à la dignité humaine, c'est aussi de louer aux gens des logements pourris. Beaucoup de locataires à Elbeuf n'en peuvent plus de l'humidité, des infiltrations, des travaux jamais réalisés, de l'absence de chauffage jusque tard dans l'année, des températures tout juste à 16°... y compris dans les organismes de HLM, et pas seulement chez les « marchands de sommeil ». Alors que la fin mars signe la reprise des expulsions locatives, espérons que la colère qui gronde se transformera en mobilisation collective pour faire changer les choses.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique